

Journée de grève

et d'action le 26 janvier 2021

Un budget loin de traduire une ambition éducative, un état de fatigue de tous les personnels jamais atteint, un épuisement dû à des années de dégradation des conditions de travail... Les personnels de l'Éducation expriment de fortes attentes et ont des exigences. Cependant, entre attermoissements et improvisation permanente, Jean-Michel Blanquer reste sourd à leurs aspirations et à nos revendications. Alors qu'il y a urgence, il persiste à ignorer la situation dans les établissements pour les personnels et les élèves et poursuit sa politique destructive.

Personnels AEd et AESH, laboratoire de la flexibilité

Les conditions de travail des personnels AEd se sont dégradées avec la gestion d'un protocole difficilement applicable. En imposant des contrats de 6 ans maximum, l'Institution a condamné ces personnels à être **jetables et corvéables** à merci. Censée offrir de meilleures perspectives, la préprofessionnalisation des AEd n'est qu'un leurre pour les personnels et une aubaine pour l'administration qui s'offre des moyens d'enseignement à moindres frais.

Quant aux personnels AESH, la multiplication des démissions permet de comprendre à quel point ces **personnels sont en souffrance** : rémunérations indécentes, temps partiels imposés, mobilité dans les PIALs... La crise sanitaire a souligné le **mépris et la maltraitance** du ministère à leur égard alors qu'il vante sa politique d'inclusion.

“ Dans l'immédiat, exigeons pour les AEd, des contrats de 6 ans plutôt que d'un an et la titularisation sur des postes de la Fonction publique. Exigeons pour les AESH, la fin des temps partiels imposés et la possibilité d'un temps plein pour toutes et tous. ”

Les autres catégories de personnels précaires

La loi de transformation de la Fonction publique a institutionnalisé la précarité, y compris dans notre secteur. En limitant les recrutements de personnels statutaires, en réduisant les moyens de remplacement et en explosant les quotas d'heures supplémentaires, l'Éducation nationale recrute des personnels non-titulaires. Elle fait ainsi le **choix de la précarité** comme levier de gestion des ressources humaines.

Et leurs **conditions d'exercice sont inacceptables** : enchaînement des CDD (avec des services parfois incomplets), affectations

éloignées ou multiples, inégalité de traitement, non-renouvellement ou licenciement. Les personnels contractuels sont donc une variable d'ajustement pour le ministère.

C'est particulièrement le cas cette année dans certaines académies avec le non-renouvellement brutal

de contrats en décembre pour raison budgétaire .

Mobilisons-nous pour obtenir une gestion digne de toutes les non-titulaires (ATSS, enseignant-es, Vie Scolaire) de l'Éducation nationale et un plan de titularisation sans condition de concours ni de nationalité.



LA CGT ÉDUC'ACTION

APPELLE TOUS LES PERSONNELS

à préparer et à se joindre à la grève
et à la mobilisation interprofessionnelle

26 JANVIER & 4 FÉVRIER 2021

Pour les AEd, exigeons

- la **réduction des horaires de travail** avec un service hebdomadaire sur 36 semaines plus une semaine de préparation de la rentrée afin de pouvoir suivre normalement des études et/ou préparer des concours (soit 24h hebdos à un temps plein en externat et en 28h hebdos en internat) ;
- l'accès à une **titularisation** et l'abrogation de l'actuel statut. Revendiquons la création de **deux nouveaux corps statutaires** de la Fonction publique (étudiant-es surveillant-es et personnels de Vie Scolaire, d'Éducation et d'Animation) pour reconnaître ces missions.

Pour les AESH, exigeons

- un temps de service intégrant non seulement le temps de présence avec élèves mais aussi tous les temps de concertation, de réunions d'équipe de suivi de scolarité (ESS), de rencontres avec la famille, d'échanges avec l'enseignant-e et de formation initiale et continue ;
- la création d'un **vrai statut de fonctionnaire de catégorie B**.

Mobilisons-nous toutes et tous pour nos salaires, nos conditions de travail et des postes supplémentaires !

Pour tous et toutes les non-titulaires de l'Éducation nationale, revendiquons :

un plan de titularisation sans condition de concours ni de nationalité.

- la **garantie de réemploi des non-titulaires** ;
- l'**ouverture massive de listes complémentaires aux concours et l'admission de tou·tes les admissibles aux concours internes** ;
- la **cohérence de gestion avec une grille**

- de **saire alignée sur celle des titulaires (sans rémunération au mérite)** ;
- le **renforcement des droits sociaux des non-titulaires et la reconnaissance de leurs qualifications** ;

- un **plan de formation réelle et adaptée avant leur prise de fonction initiale et en continu et la reconnaissance des qualifications acquises**.



LA CGT ÉDUC'ACTION
APPELLE TOUS LES PERSONNELS
à préparer et à se joindre à la grève
et à la mobilisation interprofessionnelle
26 JANVIER & 4 FÉVRIER 2021